

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 378 - Février 2021

édito

MASQUÉS MAIS PAS MUSELÉS

Le contexte sanitaire implique bien évidemment de prendre toutes les mesures de précaution qui s'imposent. Et c'est dans le respect strict de ces mesures que se poursuivent les manifestations, les réunions (visio-conférences, réunions téléphonées...). Les permanences du syndicat ne sont pas en reste puisqu'elles restent assurées tant à Toulon qu'à La Seyne. L'important étant de continuer à s'informer, à débattre, à agir.

Le contexte social est brûlant, la pandémie servant de prétexte à la suppression massive d'emplois (plus de 700 000 pour la seule année 2020), le pire restant à venir pour l'année en cours.

Tandis que les milliards se déversent aveuglément dans des dispositifs d'aides aux entreprises, les objectifs de la logique capitaliste se poursuivent au détriment du sauvetage des emplois. Gouvernement et patronat continuent leur harcèlement sur les allocations chômage, sur la Fonction Publique, tout en ignorant sciemment les conditions déplorables du SMIC, des retraites, de la Jeunesse et de la Santé.

A l'heure où la France dépasse les 80 000 décès dus au Covid19, le pays de Pasteur est à la traîne pour la recherche et la production d'un vaccin.

Le constat est sans appel, le système capitaliste libéral privilégie la finance et non la santé des Français. Chez Sanofi à la traîne dans la course au vaccin, le groupe s'appête à dégager 4 milliards d'euros pour servir ses actionnaires en supprimant 1700 emplois dans la

recherche et le développement. Des actions contre la stratégie Sanofi sont en cours, notamment à l'appel de la CGT qui dénonce « une situation totalement ubuesque, incompréhensible » alors que ses profits s'envolent de 340% avec des bénéfices de 12,3 milliards en 2020 contre 2,8 milliards d'euros en 2019. Sanofi touche chaque année, depuis 10 ans, 150 millions d'euros de crédit d'impôt recherche de l'état. Les brevets sur les vaccins doivent être levés pour pouvoir les produire massivement.

Signez la pétition européenne « Pas de Profit sur la Pandémie ».

Les actions se multiplient depuis le début de l'année dans le privé et le public contre les attaques du gouvernement et du patronat sur les licenciements, les salaires, les conditions de travail et la perte du pouvoir d'achat des retraités. « Il faut un printemps social » - Philippe Martinez, Secrétaire Général de la CGT.

A bientôt dans les luttes.

Jean-Marie Jégou



sommaire

- 1 - Edito
- 2 - Poursuivre et développer les luttes
- 4,5 milliards de boni pour Pfizer
- Pouvoir d'achat
- 3 - La pauvreté en hausse
- Pétition pour un Service de Santé des Armées renforcé
- 4 - Agenda et activités
- IFHS

L'EMANCIPATEUR - Tel : 04 94 18 94 57 - Fax : 04 94 18 94 58

Adresse postale : Retraités CGT Var Mindef - 13 avenue Amiral Collet - 83000 Toulon

Email : retraitescgtvarmindef@gmail.com - Directeur de la publication : Patrick Buvat

N° CPPAP 0321S07751 - Journal édité par nos soins.

Poursuivre et développer les luttes

Trois journées phares d'actions revendicatives, de grèves et de rassemblements ont eu lieu en janvier : le 21 dans la santé, le 26 dans l'éducation nationale, et le 28 dans l'énergie.

Et le 4 février, un peu partout en France, CGT, FSU, Solidaires, rejoints par les organisations d'étudiants et de lycéens UNEF, FIDL, MNL, UNL, ont appelé à contester les plans de suppressions d'emplois, les fermetures d'entreprises, les restructurations et les réductions le service, le chômage, la précarité et la pauvreté.

La question reste de la nécessité de réunir et de faire converger dans une même lutte et dans la durée tous ces mouvements, justifiés par la gravité de la situation sociale et économique. Entre la pandémie et cette situation inédite, les services publics sur les rotules notamment l'hôpital public, l'explosion de la pauvreté, le chômage chez de nombreux salariés et les jeunes, les lois liberticides du gouvernement, le démantèlement

du secteur de l'Energie et d'EDF, le refus d'un « coup de pouce » pour le Smic et d'augmenter les salaires comme les aides sociales, les menaces sur le financement de la Sécurité sociale et sur les retraites, etc... les raisons de se mobiliser sont très nombreuses.

Il convient d'affirmer que la sortie de la crise sanitaire, sociale et économique doit passer par une autre utilisation de l'argent et de l'argent il y en a, une autre part du travail et des richesses produites octroyée aux travailleurs, des pouvoirs d'intervention donnés aux salariés dans la gestion des entreprises, par des investissements massifs, en premier lieu dans les services publics revivifiés, par la sécurisation des emplois, des salaires et des formations, par une rupture avec le système destructeur capita-

liste, et l'avènement d'un système progressiste, social, humain et démocratique.

Déployer une intense activité auprès des actifs et des retraités, à l'entreprise pour les salariés comme sur les lieux de vie pour les retraités, voilà ce qui doit être mis en œuvre pour organiser les luttes, en utilisant les pratiques qui ont déjà fait la preuve de leur efficacité, et en y ajoutant les moyens modernes de communication.

Il ne peut y avoir lieu de confinement syndical et revendicatif, car cela a souvent été dit : la nature a horreur du vide, et les luttes absentes, le Medef et le capital s'engouffrent avec virulence dans l'espace béant pour aller toujours plus loin. Alors, résistons et agissons avec enthousiasme.

Claude BOUY

4,5 milliards de boni pour Pfizer

Le groupe pharmaceutique américain Pfizer, fabricant du vaccin coronavirus, en toute euphorie, a annoncé un chiffre d'affaire de 15 milliards de dollars, uniquement pour son vaccin, produit en partenariat avec Bio-Ntech.

Avec une marge de 30 %, ce sont donc 4,5 milliards de profits qui rentrent dans l'escarcelle.

Pfizer, comme les autres fabricants de vaccins, est détenteur des droits de propriété intellectuelle, et fixe le prix à son gré, par contrat signé sans rechigner par les Etats complaisants.

Big Pharma bénéficie d'un monopole et a tout loisir d'organiser, et avec d'importants fonds publics, la production ainsi que la distribution comme il l'entend.

Tous se gavent !

Il est urgent d'extraire les vaccins et les traitements des appétits financiers.

Les vaccins doivent devenir un bien commun de l'humanité.

CB

Pouvoir d'achat

En tant de crise, la récession sert de chantage pour maintenir retraites et salaires au plus bas niveau. Les retraites de base augmentent de 0,4 % au 1er janvier et le SMIC de 0,99 %, le gouvernement refusant de donner un coup de pouce pour de meilleures retraites comme il refuse d'augmenter le SMIC au-delà de la revalorisation automatique.

Par contre, depuis la création du CAC40 les résultats de novembre 2020 sont les meilleurs enregistrés. Par contre, les files d'attente s'allongent devant les banques alimentaires, le secours populaire... Dans le même temps les tarifs EDF augmentent de 2 %, les tarifs postaux de 5 %... Ces dernières années, les retraités ont vu leur pouvoir d'achat se dégrader dû à la hausse de la CSG, le gel des pensions et des complémentaires et la non revalorisation des pensions qui n'ont pas suivi le coût de la vie. En 12 ans, les prix ont augmenté de 13 % et les pensions de 8,66 %.

Ce n'est pas la ridicule augmentation au 1er janvier qui permettra un rattrapage des pertes cumulées depuis 20 ans. **Ensemble exigeons une remise à niveau de nos pensions.**

Emile GONDRAN

La pauvreté en hausse

Fin 2020, la France a compté près de 12 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (1063 euros par mois et par unité de consommation).

Parmi ces "nouveaux pauvres", beaucoup de jeunes et d'étudiants, mais aussi des retraités. Les personnes de plus de 65 ans qui perçoivent l'Allocation Spécifique aux Personnes Agées (ASPA - ex allocation vieillesse - 903,20 euros par mois) sont elles aussi en dessous du seuil de pauvreté.

De nombreuses pensions de retraite du régime général sont dans le même cas.

Fin octobre 2020, 2 100 000 personnes percevaient le RSA (564,79 euros pour une personne seule)

La crise sanitaire de la covid-19 a déjà fait basculer 1 million de français dans la pauvreté, qui sont venus s'ajouter aux plus de 10 millions qui vivaient déjà sous le seuil (1063 euros), et tout permet de penser que ce terrible fléau va encore s'aggraver avec la progression à 11 % du taux de chômage au premier semestre 2021 et les centaines de milliers de pertes d'emplois.

Les personnes touchées par la pauvreté ne sont plus uniquement celles au chômage de longue durée.



Les dispositifs activés par le gouvernement depuis le début de la crise sont loin d'être à la hauteur de la situation et sont une réponse insuffisante qui ne justifie pas le refus de mettre en place le RSA pour les 18-25 ans, qui en sont actuellement privés, de donner un coup de pouce au Smic.

Macron et son gouvernement restent enfermés dans le registre libéral des idées que les aides vont décourager les personnes dans la recherche d'un emploi ou, révoltant, que les pauvres vont se satisfaire des aides

qu'on leur apporte et ne vont pas chercher à améliorer leur situation. C'est l'inhumanité du système capitaliste dans toute sa froideur et son ampleur.

Le RSA ne permet rien d'autre que la survie, dans d'extrêmes conditions d'existence.

Les associations d'aides aux plus démunis demandent une augmentation de tous les minimas sociaux, et d'au moins monter le RSA à la moitié du salaire médian à 855 euros par mois. Est aussi demandée l'attribution du RSA aux jeunes de 18 à 25 ans.

Comme le soulignent le Secours Populaire ou le Secours Catholique, par exemple, une fois payées les charges incompressibles, les pauvres, dont la santé se dégrade et qui ont le sentiment d'être stigmatisés, sont soumis à des choix impossibles, entre payer le repas ou le loyer.

Il y a urgence à mettre en place un système de protection sociale élargie, à travers des services publics plus importants, et là où vivent les personnes en situation de pauvreté.

Claude BOUY

Pétition pour un Service de Santé des Armées renforcé : ça continue !

Un premier « jet » d'environ 2000 signatures de la pétition fédérale « **Un SSA renforcé, c'est bon pour la santé** » a été remis au directeur central du SSA lors d'une rencontre bilatérale, pour transmission à la ministre des Armées.

Au regard des enjeux posés par la situation du Service de Santé et la crise sanitaire, le bilan actuel de cette pétition est très insuffisant. Outre les incertitudes qui planent toujours sur plusieurs HIA, le démantèlement du SSA engagé depuis plusieurs décennies (fermetures, suppressions drastiques de lits et de personnels...) pèse lourdement sur les capacités de notre système de santé public.

C'est pourquoi il y a urgence à redonner au Service de Santé des Armées tous les moyens nécessaires pour remplir ses missions au service des forces, tout en mettant son expertise et son plateau médical à disposition au profit de la population. La pétition fédérale est donc plus que jamais d'actualité !

Alors si ce n'est pas déjà fait, c'est le moment de la signer en utilisant le lien ci-dessous :

<http://chnq.it/JP6CqXvMLj>

Michel RENOUF

Agenda et activités du syndicat

Jeudi 28 janvier : commission exécutive

Mercredi 3 février : collectif communication préparation Emancipateur

Jeudi 4 février :

- 11h30, manifestation interprofessionnelle

- 18h, réunion secrétariat (heure inhabituelle qui a pu se réaliser grâce à l'informatique)



Manifestation
interprofessionnelle
du 4 février

Les 10 et 11 février se tient à Courcelles un séminaire sur la préparation du 50ème congrès fédéral qui se tiendra au mois de novembre 2021.

Lundi 15 février : bureau

Mardi 16 février : participation au collectif communication du syndicat arsenal Toulon

Lundi 22 février : secrétariat

Jeudi 25 février : commission exécutive

• Les réunions se réalisent en grande majorité en visioconférence, ce qui confirme l'utilité des moyens informatique qui nous permettent de militer à distance afin de garder des liens pendant cette pandémie.

Etat d'organisation :

A ce jour, 316 FNI ont été réglés aux syndicats.

IFHS (Institut Fédéral d'Histoire Sociale)

C'est à l'initiative de Georges Séguy qu'est né en 1982 l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT.

L'objectif était de faire prendre conscience aux militants, l'importance de la dimension historique dans notre pratique syndicale. Depuis, de nombreux instituts ont été créés dans les territoires et dans les professions et c'est le cas au sein de notre Fédération Nationale CGT des Travailleurs de l'Etat.

Pour concrétiser cet objectif affiché il faut évidemment sauvegarder et archiver toutes les traces de nos actions et plus généralement de toute notre histoire sociale. Cela veut dire aussi, participer à l'écriture de cette histoire, de celle du mouvement ouvrier et de celle de notre organisation car tout ça n'appartient pas aux seuls historiens.

Bien entendu, la finalité de la démarche n'est pas de conserver pour conserver mais bien de donner à connaître largement cette histoire du mouvement ouvrier trop souvent méconnue, mal connue, voire déformée ou caricaturée.

Nous savons tous que la connaissance de notre histoire est indispensable pour éclairer et construire nos luttes d'aujourd'hui. C'est pour cette raison que nous vous invitons à adhérer à l'IFHS de notre Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat.



**INSTITUT FÉDÉRAL
D'HISTOIRE SOCIALE
TRAVAILLEURS DE L'ÉTAT**

BULLETIN D'ADHÉSION 2021 individuel

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Adresse e-mail (obligatoire pour recevoir les informations)

.....

Montant minimum de ma cotisation : 15 euros.

Montant libre de ma cotisation : euros. Indiquez le montant de votre cotisation (supérieur à 15 euros).

Pour adhérer, contacter notre syndicat.